



**AVIS A SOLLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTERÊT
N°002/ASMI/MINEPAT/SWEDD/UCP/2024 DU 27 FEVRIER 2024 POUR LE RECRUTEMENT
D'UN CABINET CHARGE DE LA REALISATION DE L'AUDIT FINANCIER ET COMPTABLE
DU PROJET D'AUTONOMISATION DE LA FEMME ET LE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE
AU SAHEL PHASE 2 (SWEDD 2) EXERCICE 2023 ET 2024 (Y COMPRIS LA PERIODE DE
GRACE)**

Pays : Cameroun

Projet : Projet d'Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel

Crédit IDA : N°6660

Titre : Recrutement d'un cabinet chargé de la réalisation de l'audit financier et comptable du Projet d'Autonomisation de la Femme et le Dividende Démographique au Sahel, Phase 2 (SWEDD 2) Exercices 2023 et 2024 (y compris la période de grâce)

1. Contexte et justification

Le Gouvernement de la République du Cameroun a reçu de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) un Crédit, dans le cadre de l'initiative de la deuxième phase du projet « Sahel Women Empowerment and Demographic Dividend » (SWEDD2) et, a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour financer les prestations d'un cabinet chargé de la réalisation de l'audit financier et comptable du Projet d'Autonomisation de la Femme et le Dividende Démographique au Sahel, Phase 2 (SWEDD 2) Exercices 2023 et 2024 (y compris la période de grâce).

Le projet pour l'Autonomisation de la Femme au Sahel et le Dividende Démographique (SWEDD) est une initiative conjointe du Groupe de la Banque Mondiale (BM) et de neuf (09) pays du Sahel (Bénin, Burkina-Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) qui bénéficie de l'assistance technique du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS). Le projet SWEDD vise l'accélération de la transition démographique en vue de capturer le dividende démographique et de réduire les inégalités entre les sexes tout en améliorant le niveau d'autonomisation des femmes et des adolescentes. La maîtrise de la croissance démographique et de la mortalité maternelle et infantile ainsi que le renforcement de l'autonomie sociale et économique des femmes sont des facteurs clés de l'émergence à l'horizon 2035 du Cameroun conformément aux ODD, à l'Agenda 2063 et la SND 2030. La mise en œuvre du projet « Sahel Women Empowerment and Demographic Dividend » (SWEDD2) dans sa deuxième phase contribuera à l'opérationnalisation de cette vision.

Le Cameroun a rejoint le projet SWEDD en 2019. Ledit projet vise spécifiquement à : (i) accroître l'autonomisation des femmes et des adolescentes et leur accès à des services de qualité en matière de santé de la reproduction, de santé de l'enfant et de santé maternelle dans trois régions du pays à savoir : Extrême-Nord, Nord et Adamaoua et (ii) améliorer la production et le partage des connaissances régionales ainsi que la capacité et la coordination régionales. A cet effet, il devra permettre d'identifier les initiatives porteuses et les cas de succès en vue de les documenter, de les disséminer et de favoriser leur passage à l'échelle dans le pays et dans la région du sahel. Il se concentrera principalement sur les femmes et les adolescentes, tout en s'adressant également aux enfants, aux hommes, aux professionnels de la santé, aux responsables gouvernementaux, aux membres de la société civile, aux leaders communautaires et religieux en tant que bénéficiaires

Le projet est structuré autour de trois composantes: (i) la Composante 1 vise à générer une demande pour des services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile, adolescente et nutritionnelle en favorisant les changements sociaux et comportementaux et l'autonomisation des femmes et des filles ; (ii) la Composante 2 relative à la planification et l'opérationnalisation des services de santé de la reproduction à travers notamment l'élimination des goulets



d'étranglement systémiques particulièrement en milieu rural et (iii) la Composante 3 vise à appuyer la mise en œuvre d'un programme politique qui met la transition démographique, le capital humain et l'égalité des sexes au centre des stratégies pour la croissance et la réduction de la pauvreté.

1.1 Dispositif Institutionnel

Le Projet est placé sous la maîtrise d'ouvrage du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), et pour Agence d'exécution l'Unité de Coordination Nationale du Projet.

1.2 Entité d'exécution

La mise en œuvre du projet est assurée par l'Unité de Coordination Nationale du Projet, et des Antennes seront ouvertes avec des cellules de gestion fiduciaire.

1.3 Identité des bailleurs

Le SWEDD est financé par l'Association Internationale de Développement (IDA) à travers le Crédit IDA N°6660-CM.

1.4 Période Comptable couverte par l'Audit

Les périodes comptables à couvrir par l'audit s'étendent :

- Du 1^{er} janvier 2023 au 31 Décembre 2023 et les dépenses engagées s'élèvent à environ 700 000 000 FCFA ;
- Du 1^{er} janvier 2024 au 31 Décembre 2024 ;
- Du 1^{er} janvier 2025 au 30 avril 2025 (période de grâce). Les dépenses concerneront les paiements des services et autres activités engagées avant la date de clôture.

2. Objectifs de l'audit

L'objectif de l'audit financier et comptable est de permettre d'exprimer une opinion professionnelle sur la situation financière de chaque Projet à la fin de chaque exercice fiscal et s'assurer que :

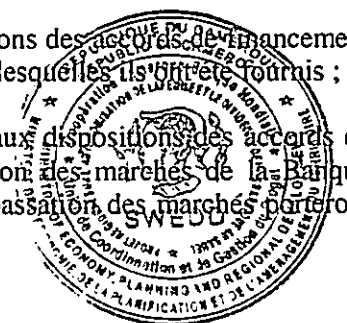
- les ressources mises à la disposition du Projet sont utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été octroyées en vue de l'atteinte de l'objectif de développement du Projet.
- les états financiers, qui sont établis par les différentes Unités de Gestion de Projets sont élaborés de manière à rendre compte des transactions financières des Projets.
- les Unités de Gestion de Projets ont en charge de maintenir un système de contrôle interne adéquat ainsi qu'une documentation acceptable des transactions.

3. Etendue de l'audit

L'audit sera réalisé conformément aux normes internationales d'audit (ISA) telles que défini par la Fédération Internationale des Experts Comptables (IFAC) ou toutes normes jugées équivalentes par la Banque et donnera lieu à toutes les vérifications et contrôle que l'auditeur pourra juger nécessaires en la circonstance à l'Unité de Coordination du Projet (UCP).

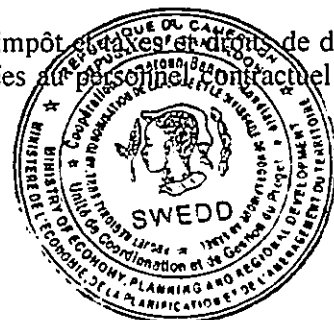
Lors de la réalisation de l'audit, il importera tout particulièrement de s'assurer que :

- a) Toutes les ressources de la Banque et des Accord de Crédit relatifs aux Projets et couverts dans le cadre de cet audit, ont été employées conformément aux dispositions des accords de financement applicables, dans un souci d'économie et d'efficacité, et uniquement aux fins pour lesquelles elles ont été fournies.
- b) Les fonds de contrepartie ont été obtenus et employés conformément aux dispositions des accords de financement applicables, dans un souci d'économie et d'efficacité, et uniquement aux fins pour lesquelles ils ont été fournis ;
- c) Les biens et services financés ont fait l'objet de marchés passés conformément aux dispositions des accords de financement applicables, conformément aux politiques et procédures de passation des marchés de la Banque mondiale, et ont été enregistrés dans les livres comptables. Les contrôles sur la passation des marchés porteront entre autres sur les documents de passation et d'exécution des contrats/ marchés :



- L'existence de plans de passation des marchés approuvés et les preuves y afférentes ;
 - Les rapports de manifestation d'intérêt, les termes de référence, les lettres d'invitation pour les consultants individuels, les demandes de propositions, et les dossiers d'appel d'offres, les propositions/ offres des soumissionnaires, les rapports de comparaison de CV/ d'évaluation des propositions/ d'évaluation des offres, les projets des contrats et les PV de négociations et les contrats/ marchés signés ;
 - L'approbation par les personnes autorisées aux différentes étapes du processus de passation des marchés ;
 - Le respect des méthodes de passations approuvées dans le plan de passation de marché et les méthodes utilisées pour les contrats signés ;
 - Les rapports déposés par les consultants, les attestations des services faits, les PV de réception des fournitures/ travaux.
- d) Tous les dossiers, comptes et écritures nécessaires ont été tenus au titre des différentes opérations relatives aux Projets (y compris les dépenses couvertes par des relevés de dépenses ou des rapports de suivi financier) ;
- e) Les Comptes Désignés sont gérés eu égard aux dispositions des accords de financement ;
- f) Les comptes des Projets ont été préparés sur la base de l'application systématique des normes du Système Comptable OHADA pour l'exercice 2023 et les normes du Système Comptable des Entité à But non Lucratif (SYCEBNL) pour l'exercice 2024 et suivant ; et donnent une image fidèle de la situation financière des Projets à la fin de chaque exercice ainsi que des ressources reçues et des dépenses effectuées au cours de l'exercice clos à cette date.
- g) La performance financière globale des Projets est satisfaisante ; notamment en comparant la réalisation des activités du programme par rapport aux indicateurs de performances tels que décrits dans les documents du projet et relever toutes les insuffisances et retards ainsi que leurs raisons ;
- h) L'affectation des ressources aux activités, catégories de dépenses et composantes est respectée et toute dérogation est justifiée
- i) Les actifs immobilisés des Projets sont réels et correctement évalués et le droit de propriété des Projets ou des bénéficiaires sur ces actifs est établi en conformité avec l'accord de financement ;
- j) Les dépenses inéligibles dans les demandes de remboursement de fonds identifiées lors de l'audit ont été remboursées au Compte Désigné. Ces dépenses feront l'objet d'une note séparée dans le rapport d'audit.
- k) La performance financière globale du Projet est satisfaisante notamment en comparant la réalisation des activités du programme par rapport aux indicateurs de performances tels que décrits dans les documents du projet et relever toutes les insuffisances et retards ainsi que les causes ;
- l) Les actifs immobilisés du Projet sont réels et correctement évalués et le droit de propriété du Projet ou des bénéficiaires sur ces actifs est établi en conformité avec l'accord de financement ;
- m) Les recettes de ventes des dossiers d'appels d'offres – DAO ainsi que les intérêts créditeurs des comptes bancaires éventuels sont correctement comptabilisés dans les livres du programme et reflétés dans les états financiers annuels ;
- n) Les obligations en matière du projet en matière de reporting financier périodique, d'audit interne, d'audit externe, de passation de marchés (respect des procédures : mise à jour périodique et approbation du plan de passation de marchés par l'IDA, publicité, ...), de planification et budgétisation et de la tenue des réunions du Comité pilotage ou de l'instance en tenant lieu ;
- o) Toutes les dispositions juridiques et fiscales ont été respectées, en matière d'impôt, de taxes, de droits de douanes applicables au projet, de traitement fiscal applicable aux rémunérations versées au personnel contractuel et aux consultants du projet

Audit de clôture



9

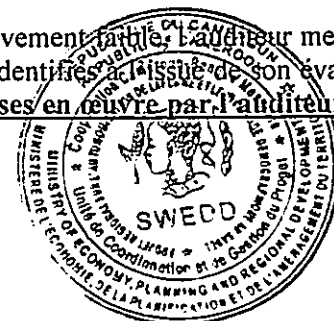
Au titre de l'exercice constitutif de l'audit de clôture, l'auditeur devra conduire les diligences additionnelles suivantes et produire un avis spécifique sur ses conclusions :

- a) Confirmer l'existence physique de tous les biens d'actif immobilisés acquis dans le cadre du projet et s'assurer que des dispositions ont été prises pour le transfert de ces biens dans le patrimoine de l'Etat (Gouvernement) en conformité avec les règles de gestion des finances publiques applicables aux projets financés par les PTFs;
- b) S'assurer que les dépenses payées pendant la période de grâce (s'il en existe dans le cadre de ce projet) correspondent bien à des travaux, biens et services livrés et réceptionnés par le projet au plus tard à la date de clôture du projet ;
- c) Vérifier que toutes les dettes relatives au projet et éligibles au financement IDA ont été payées et justifiées/documentées dans des DRFs;
- d) Vérifier que les fonds non utilisés ont été reversés à l'IDA ou que des dispositions sont prises pour leur reversement à l'IDA et la fermeture du compte désigné avant la fin de la période de grâce ;
- e) S'assurer que l'avance initiale a été justifiée en totalité et que le projet a soumis une DRF de justification en conséquence où est dans le processus d'en soumettre une avant la fin de la période de grâce ;
- f) La gestion des cautions de garantie sur les marchés et la fiscalité sur les marchés sont en conformité avec les accords de financement ;
- g) La validation des rapports (provisoires et définitifs) des consultants est faite dans les délais requis indiqués dans les contrats ;
- h) Les dépassements budgétaires sur les catégories de dépenses ont requis les autorisations de l'IDA ;
- i) L'affectation des ressources de financement par rapports aux activités respecte les catégories de dépenses ou les composantes ;
- j) Tous les engagements donnés par le projet à la date de la clôture de la période sont prévus par les accords de financement et les directives de la Banque.

Dans le cas de décaissement sur la base de rapport de suivi financier, l'auditeur vérifiera que les rapports établis pendant la période couverte par l'audit sont conformes avec les accords de financement, sincères, fiables et donnent une image fidèle des transactions demandées en remboursement.

En conformité avec les normes de l'IFAC, l'auditeur devra accorder une attention particulière aux points suivants :

- a) **Fraude et Corruption** : Conformément à la norme **ISA 240 (Prise en compte du risque de fraude et d'erreur lors de l'audit des comptes)**, l'auditeur devra identifier et évaluer les risques de fraude, obtenir ou fournir des preuves d'audit suffisantes d'analyse de ces risques et traiter de manière appropriée les fraudes identifiées ou suspectées.
- b) **Lois et Règlements** : En élaborant l'approche d'audit et en exécutant les procédures d'audit, l'auditeur devra évaluer la conformité de l'Unité de Coordination du Programme avec les lois et les règlements qui pourraient affecter significativement les états financiers comme requis par la norme **ISA 250 (Prise en compte du risque d'anomalies dans les comptes résultant du non-respect des textes légaux et réglementaires)**.
- c) **Gouvernance** : La communication avec les responsables du Programme en charge de la Gouvernance des points d'audit significatifs en conformité avec la norme **ISA 260 (Communication sur la mission avec les personnes en charge de la Gouvernance)**.
- d) **Risques** : Dans l'objectif de réduire les risques d'audit à un niveau relativement faible, l'auditeur mettra en œuvre les procédures d'audit appropriées en réponse aux risques d'anomalies identifiés à l'issue de son évaluation. Cela doit être en conformité avec la norme **ISA 330 (Procédures d'audit mises en œuvre par l'auditeur à l'issue de son évaluation des risques)**.



4. Durée de la mission

Pour chaque exercice comptable audité, la durée de l'audit est estimée à 30 jours calendaires en moyenne. La mission d'audit se déroulera à l'unité de coordination. Néanmoins, des travaux sur le terrain doivent être envisagés.

5. Profil de l'auditeur

Le Consultant doit être un cabinet d'Audit et d'Expertise Comptable indépendant, faisant profession habituelle de réviser les comptes, régulièrement inscrit au Tableau d'un Ordre des Experts - Comptables reconnu au plan international par l'IFAC ou la FIDEF, ayant une expérience confirmée en audit financier des projets de développement et acceptable par l'IDA et ou d'autres partenaires techniques et financiers du projet.

Conformément aux procédures de rotation des auditeurs mises en place, le mandat de l'audit n'est pas renouvelable consécutivement, sauf avis contraire du bailleur.

Le consultant doit avoir une expérience de dix ans au moins dans les missions similaires (audit comptables et financiers des projets financés par les bailleurs de fonds notamment l'IDA et ou d'autres partenaires techniques et financiers du projet en particulier).

Le personnel clé de la mission devra comporter au moins :

1. **Un Expert-Comptable Diplômé**, ayant 10 ans au moins d'expérience en audit financier, ayant une bonne connaissance de la finance publique et audit des projets financés par la Banque Mondiale, et de bonnes connaissances des procédures de gestion fiduciaires ;
2. **Un Chef de mission** : Bac + 5 au moins en audit et comptabilité, cinq ans d'expériences au moins, en audit financier des projets financés par les bailleurs ;
3. **Un Auditeur Financier Sénior** : BAC+4 au moins en audit, gestion, comptabilité, justifiant de trois ans d'expérience au moins en audit des projets financés par la banque mondiale ou autre partenaire de développement ;
4. **Un Expert en Passation des Marchés** ayant au moins une maîtrise ou un diplôme universitaire (BAC + 4), en audit, en ingénierie, passation des marchés, droit, administration, commerce, finance, gestion, architecture, économie, ou domaine connexe et disposant d'une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) ans la passation des marchés et une bonne connaissance des procédures de passation des marchés des Bailleurs Multilatéraux tels que la Banque Mondiale.

5. Modalités de sélection

Le Consultant sera choisi selon la Méthode « Sélection au Moindre Coût (SMC) » telle que décrite dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI), Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement, Fournitures, Travaux, Services Autres que des Services de Consultants et Services de Consultants, édition de septembre 2023 ». La langue de travail est le français.

Les dispositions 3.16 et 3.17 dudit Règlement relatives aux règles de la Banque Mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

Les consultants intéressés peuvent retirer les Termes de Références tous les jours ouvrables à compter de la date de publication du présent avis entre 8h et 16 heures à l'Unité de Coordination du Projet SWEDD, sis au quartier Présidentiel, entre le rond-point Bastos et le carrefour du Palais, 2^e entrée après Peace Corps, Tel : (237) 650 54 25 77; Email : elsymyrisobe@gmail.com avec copie à glrvngum@yahoo.co.in et à lydiengoumnai13@yahoo.fr.

6. Contenu des manifestations à adresser au SWEDD

Le Coordonnateur National du Projet SWEDD, invite tous les consultants intéressés, à manifester leur intérêt pour la fourniture des services ci-dessus décrits, à produire les éléments suivant (ceci, pour chaque région)



A

- une lettre de manifestation d'intérêt adressée au Coordonnateur National du Projet SWEDD ;
- la justification du statut juridique ;
- les pièces justificatives, permettant la vérification des critères de présélection tels que présentés ci-dessus.

NB : toute information pertinente, non justifiée sera, sans importance.

Les dossiers (dont un original et deux copies), devront être déposés au trop tard, le 12 mars 2024 à 16 heures précises, heure locale avec la mention :

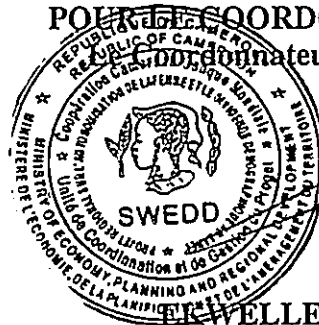
**« AVIS A SOLLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTERÊT
N°002/ASMI/MINEPAT/SWEDD/UCP/2024 DU 27 FEVRIER 2024 POUR LE RECRUTEMENT
D'UN CABINET CHARGE DE LA REALISATION DE L'AUDIT FINANCIER ET COMPTABLE
DU PROJET D'AUTONOMISATION DE LA FEMME ET LE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE
AU SAHEL PHASE 2 (SWEDD 2) EXERCICE 2023 ET 2024 (Y COMPRIS LA PERIODE DE
GRACE)»**

Adresse de dépôt des manifestations d'intérêt :

Projet SWEDD, à l'attention de Monsieur le Coordonnateur National du Projet SWEDD, sis au quartier Présidentiel, entre le rond-point Bastos et le carrefour du Palais, 2^e entrée après Peace Corps, Tel : (237) 650 54 25 77; Email : elsymyrisobe@gmail.com avec copie à glryngami@yahoo.co.in et à lydiengoumnai13@yahoo.fr.

Yaoundé, le 00 077 8 - 27 FEV 2024

**POUR LE COORDONNATEUR NATIONAL,
Le Coordonnateur National par Intérim**



ERWELLE ESSOUA Gabin Michel

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

Ministère de l'Economie, de la Planification et de
l'Aménagement du Territoire

Projet d'Autonomisation des Femmes et Dividende
Démographique au Sahel



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

Ministry of Economy, Planning and Regional
Development

Sahel Women Empowerment and Demographic
Dividend Project

**« NOTICE OF CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST
N°002/ASMI/MINEPAT/SWEDD/UCP/2024 OF 27 FEBRUARY 2024 FOR THE
RECRUITMENT OF A FIRM IN CHARGE OF CARRYING OUT THE FINANCIAL
AND ACCOUNTING AUDIT
OF THE PROJECT FOR THE EMPOWERMENT OF WOMEN AND THE
DEMOGRAPHIC DIVIDEND IN THE SAHEL PHASE 2 (SWEDD 2) FINANCIAL
YEARS 2023 AND 2024 (INCLUDING THE GRACE PERIOD) »**

Country: Cameroon

**Project: Women's Empowerment and Demographic Dividend in the Sahel Project
IDA Credit: N°6660**

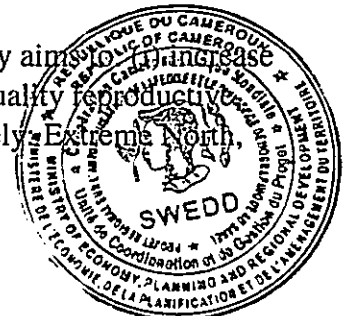
**Title: Recruitment of a firm to carry out the financial and accounting audit of the Sahel
Women's Empowerment and Demographic Dividend Project, Phase 2 (SWEDD 2)
Fiscal years 2023 and 2024 (including the grace period)**

1. Context and justification

The Government of the Republic of Cameroon has received a Credit from the International Development Association (IDA) under the second phase initiative of the "Sahel Women Empowerment and Demographic Dividend" (SWEDD2) project and, intends to use part of these funds to finance the services of a firm responsible for carrying out the financial and accounting audit of the Sahel Women Empowerment and Demographic Dividend Project, Phase 2 (SWEDD 2) Fiscal Years 2023 and 2024 (including the grace period).

The Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend (SWEDD) Project is a joint initiative of the World Bank Group (WB) and nine (09) Sahel countries (Benin, Burundi, Cameroon, Chad, Côte d'Ivoire, Guinea, Mali, Mauritania and Niger), with technical assistance from the United Nations Population Fund (UNFPA) and the West African Health Organisation (WAHO). The SWEDD project aims to accelerate the demographic transition with a view to capturing the demographic dividend and reducing gender inequalities, while improving the level of empowerment of women and adolescent girls. Controlling population growth and maternal and infant mortality, as well as strengthening the social and economic autonomy of women, are key factors in Cameroon's emergence by 2035, in line with the MDGs, Agenda 2063 and the NDS 2030. The implementation of the Sahel Women Empowerment and Demographic Dividend (SWEDD2) project in its second phase will contribute to the operationalisation of this vision.

Cameroon joined the SWEDD project in 2019. This project specifically aims to improve the empowerment of women and adolescent girls and their access to quality reproductive, child and maternal health services in three regions of the country namely, Extreme North,



North and Adamaoua and (ii) to improve the production and sharing of regional knowledge as well as regional capacity and coordination. To this end, it will identify promising initiatives and success stories with a view to documenting them, disseminating them and promoting their scaling-up in the country and in the Sahel region. It will focus primarily on women and adolescent girls, while also targeting children, men, health professionals, government officials, members of civil society, community and religious leaders as beneficiaries.

The project is structured around three components: (i) Component 1 aims to generate demand for reproductive, maternal, neonatal, child, adolescent and nutritional health services by promoting social and behavioural change and the empowerment of women and girls; (ii) Component 2, relating to supply, aims to improve the provision of reproductive health services, in particular by eliminating systemic bottlenecks, especially in rural areas, and (iii) Component 3 aims to support the implementation of a policy programme that places demographic transition, human capital and gender equality at the heart of growth and poverty reduction strategies.

1.1 Institutional structure

The Project is managed by the Ministry of the Economy, Planning and Land Management (MINEPAT), with the National Project Coordination Unit as the Executing Agency.

1.2 Implementing entity

The project is implemented by the National Project Coordination Unit, and branches will be opened with fiduciary management units.

1.3 Identity of donors

SWEDD is financed by the International Development Association (IDA) through IDA Credit N°6660-CM.

1.4 Accounting period covered by the audit

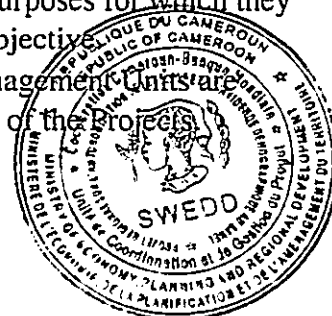
The accounting periods to be covered by the audit are:

- From 1 January 2023 to 31 December 2023 and the expenses incurred amount to approximately 700,000,000 FCFA;
- From 1 January 2024 to 31 December 2024;
- From 1 January 2025 to 30 April 2025 (grace period). Expenditure will relate to payments for services and other activities incurred prior to the closing date.

2. Audit objectives

The objective of the financial and accounting audit is to enable a professional opinion to be expressed on the financial situation of each Project at the end of each financial year and to ensure that :

- the resources made available to the Project are used for the purposes for which they were granted in order to achieve the Project's development objectives;
- the financial statements drawn up by the various Project Management Units are prepared in such a way as to reflect the financial transactions of the Projects.



- the Project Management Units are responsible for maintaining an adequate internal control system and acceptable documentation of transactions.

3. Scope of the audit

The audit will be carried out in accordance with International Standards on Auditing (ISA) as defined by the International Federation of Accountants (IFAC) or any standards deemed equivalent by the Bank and will give rise to all verifications and controls that the auditor may deem necessary in the circumstances at the Project Coordination Unit (PCU).

When carrying out the audit, it will be particularly important to ensure that :

- All resources of the Bank and of the Credit Agreements relating to the Projects and covered by this audit, have been used in accordance with the provisions of the applicable Financing Agreements, with due regard to economy and efficiency, and solely for the purposes for which they were provided.
- Matching funds have been obtained and used in accordance with the terms of the applicable funding agreements, with due regard to economy and efficiency, and solely for the purposes for which they were provided;
- The goods and services financed have been procured in accordance with the provisions of the applicable financing agreements, in compliance with the World Bank's procurement policies and procedures, and have been recorded in the accounting records. Controls on procurement will cover, among other things, the documents used to award and implement contracts:
 - Existence and evidence of approved procurement plans;
 - Expression of interest reports, terms of reference, invitation letters for individual consultants, requests for proposals and tender documents, bidders' proposals/ tenders, CV comparison/ proposal evaluation/ tender evaluation reports, draft contracts and minutes of negotiations and signed contracts/ tenders;
 - Approval by authorised persons at the various stages of the procurement process;
 - Compliance with the procurement methods approved in the procurement plan and the methods used for signed contracts;
 - Reports submitted by consultants, certificates of services rendered and acceptance certificates for supplies/works.
- All necessary records, accounts and entries have been kept in respect of the various transactions relating to the Projects (including expenditure covered by statements of expenditure or financial monitoring reports);
- The Designated Accounts are managed in accordance with the provisions of the Financing Agreements;
- The accounts of the Projects have been prepared on the basis of the systematic application of the standards of the OHADA Accounting System for the financial year 2023 and the standards of the Accounting System for Non-Profit Entities (SYCEBNL) for the financial year 2024 and thereafter; and give a true and fair view of the financial position of the Projects



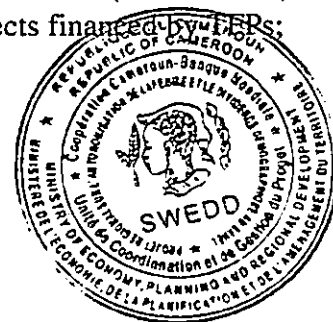
at the end of each financial year and of the resources received and expenditure incurred during the financial year then ended.

- g) The overall financial performance of the Projects is satisfactory; in particular by comparing the achievement of programme activities against the performance indicators as described in the project documents and identifying any shortfalls and delays and the reasons for them;
- h) The allocation of resources to activities, expenditure categories and components is respected and any deviations are justified.
- i) The fixed assets of the Projects are real and correctly valued and the right of ownership of the Projects or Beneficiaries over these assets is established in accordance with the Financing Agreement;
- j) Ineligible expenditure in claims for reimbursement of funds identified during the audit has been reimbursed to the Designated Account. These expenses will be the subject of a separate note in the audit report.
- k) The overall financial performance of the Project is satisfactory, in particular by comparing the achievement of the programme activities against the performance indicators as described in the project documents and identifying all shortfalls and delays as well as the causes;
- l) The fixed assets of the Project are real and correctly valued and the right of ownership of the Project or the beneficiaries over these assets is established in accordance with the financing agreement;
- m) Proceeds from the sale of tender documents and interest income from any bank accounts are correctly recorded in the programme's books and reflected in the annual financial statements;
- n) The project's obligations in terms of periodic financial reporting, internal audit, external audit, procurement (compliance with procedures: periodic updating and approval of the procurement plan by IDA, publicity, etc.), planning and budgeting and the holding of meetings of the Steering Committee or the equivalent body;
- o) All legal and tax provisions have been complied with, in terms of taxes and customs duties applicable to the project, tax treatment applicable to remuneration paid to contract staff and project consultants.

Closing audit

For the year constituting the closing audit, the auditor must carry out the following additional procedures and issue a specific opinion on its conclusions:

- a) Confirm the physical existence of all fixed assets acquired as part of the project and ensure that arrangements have been made for the transfer of these assets to the State (Government) in accordance with public finance management rules applicable to projects financed by IDAs;



- b) Ensure that expenditure paid during the grace period (if any exists under this project) corresponds to works, goods and services delivered and accepted by the project no later than the project closure date;
- c) Verify that all debts relating to the project and eligible for IDA financing have been paid and justified/documentated in DRFs;
- d) Verify that unused funds have been returned to IDA or that arrangements are being made for their return to IDA and closure of the designated account before the end of the grace period;
- e) Ensure that the initial advance has been fully justified and that the project has submitted a justification RFD accordingly or is in the process of submitting one before the end of the grace period;
- f) Contract bonds and taxes are managed in accordance with the financing agreements;
- g) Consultants' reports (interim and final) are validated within the required deadlines specified in the contracts;
- h) Budget overruns on expenditure categories have required IDA authorisation;
- i) The allocation of funding resources to activities respects the expenditure categories or components;
- j) All commitments given by the project at the end of the period are provided for in the financing agreements and the Bank's directives.

In the case of disbursements based on financial monitoring reports, the auditor will verify that the reports drawn up during the period covered by the audit comply with the financing agreements, are fair, reliable and give a true and fair view of the transactions claimed for reimbursement.

In accordance with IFAC standards, the auditor should pay particular attention to the following matters:

- a) ***Fraud and Corruption:*** In accordance with ISA 240 (Consideration of the Risk of Fraud and Error in an Audit of Financial Statements), the auditor should identify and assess the risks of fraud, obtain or provide sufficient audit evidence of analysis of those risks and deal appropriately with identified or suspected fraud.
- b) ***Laws and Regulations:*** In designing the audit approach and performing the audit procedures, the auditor shall evaluate the Programme Coordination Unit's compliance with laws and regulations that may significantly affect the financial statements as required by ISA 250 (Considering the risk of misstatement of the financial statements due to non-compliance with legal and regulatory requirements).
- c) ***Governance:*** Communicating significant matters to those charged with governance in accordance with ISA 260 (Communication with Those Charged with Governance).
- d) ***Risks:*** With the objective of reducing audit risk to a relatively low level, the auditor will perform appropriate audit procedures in response to the risks of misstatement identified in the



A

auditor's assessment. This should be in accordance with ISA 330 (The Auditor's Risk Assessment Procedures).

4. Duration of the assignment

For each financial year audited, the duration of the audit is estimated at 30 calendar days on average. The audit will take place at the coordination unit. However, fieldwork must be envisaged.

5. Profile of the auditor

The Consultant must be an independent firm of auditors and chartered accountants, regularly registered on the Roll of an Order of Chartered Accountants recognised internationally by IFAC or FIDEF, with proven experience in the financial audit of development projects and acceptable to IDA and/or other technical and financial partners of the project.

In accordance with the auditor rotation procedures in place, the audit mandate is not renewable consecutively, unless the donor advises otherwise.

The consultant must have at least ten years' experience in similar assignments (accounting and financial audits of projects financed by donors, in particular IDA, and other technical and financial partners of the project in particular).

Key personnel for the assignment must include at least :

1. **A qualified Chartered Accountant** with at least 10 years experience in financial audit, with a good knowledge of public finance and auditing of projects financed by the World Bank, and good knowledge of fiduciary management procedures;

2. **A Head of Mission:** at least 5 years' higher education in auditing and accounting, with at least five years' experience in financial auditing of projects financed by donors;

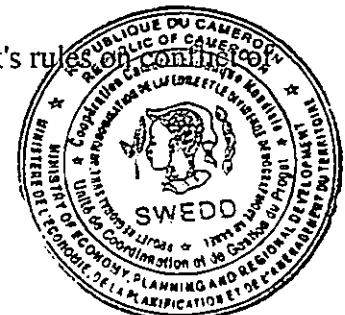
3. **A Senior Financial Auditor:** at least 4 years' higher education in auditing, management or accounting, with at least three years' experience in auditing projects financed by the World Bank or other development partners;

4. **A Procurement Expert** with at least a master's degree or university diploma (BAC + 4) in auditing, engineering, procurement, law, administration, commerce, finance, management, architecture, economics, or a related field and with at least five (05) years' professional experience in procurement and a good knowledge of the procurement procedures of Multilateral Donors such as the World Bank.

5. Selection Procedures

The Consultant shall be selected according to the Least Cost Selection (LSC) Method as described in the "Procurement Regulations for Borrowers Applying for Investment Project Finance (IPF), Procurement under Investment Project Finance, Supplies, Works, Services Other than Consultancy and Consultancy Services, September 2023 Edition". The working language is French.

Provisions 3.16 and 3.17 of the said Rules relating to the World Bank's rules of conflict of interest are applicable.



Interested consultants may collect the Terms of Reference on any working day from the date of publication of this notice between 8 a.m. and 4 p.m. from the SWEDD Project Coordination Unit, located in the Presidential District, between the Bastos roundabout and the Palais crossroads, 2nd entrance after the Peace Corps, Tel: (237) 650 54 25 77; Email: elsymyrisobe@gmail.com with copies to glryngami@yahoo.co.in and lydiengoumnai13@yahoo.fr.

6. Content of the expressions of interest to be sent to SWEDD

The National Coordinator of the SWEDD Project invites all consultants interested in expressing their interest in providing the services described above to submit the following (for each region):

- a letter of expression of interest addressed to the National Coordinator of the SWEDD Project;
 - proof of legal status;
 - supporting documents enabling the pre-selection criteria as set out above to be verified.
- NB: any relevant information that is not justified will be of no importance.

Applications (one original and two copies) must be submitted no later than 12 March 2024 at 16:00 local time, marked :

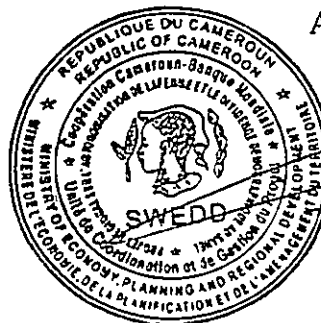
**"NOTICE OF CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST
N°002/ASMI/MINEPAT/SWEDD/UCP/2024 OF 27 FEBRUARY 2024 FOR THE
RECRUITMENT OF A FIRM IN CHARGE OF CARRYING OUT THE FINANCIAL
AND ACCOUNTING AUDIT
DU PROJET D'AUTONOMISATION DE LA FEMME ET LE DIVIDENDE
DEMOGRAPHIQUE AU SAHEL PHASE 2 (SWEDD 2) EXERCICE 2023 ET 2024 (Y
COMPRIS LA PERIODE DE GRACE)".**

Address for submission of expressions of interest:

SWEDD Project, for the attention of the SWEDD Project National Coordinator, located in the Presidential Quarter, between the Bastos roundabout and the Palais crossroads, 2nd entrance after the Peace Corps, Tel: (237) 650 54 25 77; Email: elsymyrisobe@gmail.com with copies to glryngami@yahoo.co.in and lydiengoumnai13@yahoo.fr.

Yaoundé, 27 FEV 2024

FOR THE NATIONAL COORDINATOR,
Acting National Coordinator



EKWELLE ESSOUA Gabin Michel